



Un espoir régional pour le développement



Les projets de développement régional prévus sont le Plan de développement régional de l'est de la mer Noire (DOKAP), le Projet du centre anatolien (DAP), le Projet de la plaine de Konya (KOP), le Projet de développement du bassin de Yeşilirmak et le Projet de développement régional Zonguldak, Bartın Karabük. L'objectif du DAP, qui englobe 16 provinces (Ağrı, Ardahan, Bayburt, Bingöl, Bitlis, Elazığ, Erzurum, Erzincan, Hakkari, Iğdır, Kars, Malatya, Muş, Tunceli et Van) est d'étendre à tous les mois de l'année l'agriculture et de développer le secteur des services industriels. Il est prévu également d'accorder des microcrédits aux entrepreneurs, d'améliorer les pâturages, de développer l'élevage. Un investissement de l'ordre de 46,3 milliards de dollars est prévu pour l'est de la mer Noire. Le projet dans cette région a commencé par des études de terrain en 1999 et son but est d'accroître la diversité des produits agricoles, d'élargir les possibilités de financement dans l'industrie, et de renouveler les technologies des établissements existants. Le projet vise aussi à faire de Trabzon un centre de commerce international. De nouveaux barrages sont prévus dans la région de Konya. Le KOP porte sur l'achèvement du Tunnel Bleu, long de 17 kilomètres, qui transportera l'eau du fleuve Göksu à la plaine de Konya. À la fin du projet, la plaine de Konya pourra être irriguée en majeure partie (75 % de sa superficie). Le projet prévoit de terminer les barrages de Bağbaşı, Avşar et Bozkır. Le coût du KOP est estimé à 211,7 millions de YTL.

Les Agences de développement

Après de longs débats, les Agences de développement de Turquie ont fait leur apparition dans le Journal Officiel le 8 Février 2006. Par la suite, 2 agences ont été créées, l'une dans les régions d'Adana et Mersin, l'autre à Izmir. Elles sont membres de l'Union des Agences de développement européennes. L'Agence de la Çukurova (Adana / Mersin) assurera le développement dans la région de

Alors que le gouvernement a lancé le Plan d'action pour le projet du sud-est anatolien (GAP), il accélère également les autres projets de développement régional qui changeront le destin de l'est, du centre et du nord-est de l'Anatolie. Il introduit ainsi les Agences de développement, les centres attractifs, les fonds de l'UE et les encouragements sectoriels régionaux pour le développement régional.

l'agriculture, de l'industrie, du tourisme, de la logistique et de l'énergie et soutiendra les projets qui permettront d'en faire un centre développé dans le commerce extérieur avec son port et sa zone franche. Les Agences de développement, qui ont vu naître leurs activités en trois ans, seront au nombre de 26 dans un avenir proche, selon les objectifs.

Les Villes attractives

Le gouvernement vise à former des villes leaders pour le développement régional dans l'est et le sud-est anatoliens à travers le lancement du Programme de soutien aux centres attractifs. Les nouveaux centres attractifs de la Turquie sont Diyarbakır, Elazığ, Erzurum, Gaziantep, Kayseri, Konya, Malatya, Samsun, Sivas, Şanlıurfa, Trabzon et Van. Ces provinces auront une priorité pour les investissements publics qui accéléreront le développement, l'emploi et les ressources humaines. Les liens entre ces douze villes vont être renforcés, ces centres attractifs deviendront les sous-métropoles d'Ankara, Istanbul et Izmir et des lieux qui attireront l'immigration.

Les projets des villages et municipalités

Le gouvernement souhaite également soutenir les infrastructures villageoises, dans le cadre du Projet de soutien des infrastructures villageoises (KOYDES), commencé en 2005, mais aussi les villes de moins de 10 000 habitants avec le Programme de soutien des infrastructures des municipalités (BEYDES), lancé en 2007. KOYDES a pour objectif d'améliorer l'infrastructure des villages sans route ni eau potable dans 79 provinces de Turquie. L'Organisation de la planification étatique (DPT) qui coordonne le projet a apporté des investissements pour 14,1 millions de personnes vivant dans 35 000 villages et 47 000 villages connexes. Les projets de routes et d'adduction d'eau potable dans le cadre du BEYDES ont coûté 562 millions de YTL pour 10 millions de personnes vivant dans plus de 2 500 villes.

Les villes prioritaires pour le développement

Le budget du DPT accorde des ressources aux villes de moins de 50 000 habitants en contrepartie de projets. Les investissements pour l'exploitation de produits agricoles et d'élevage, les investissements pour le développement de la culture et du tourisme. 8,5 millions de YTL ont été attribués à 714 administrations locales en 2007.

Le soutien de l'UE

Le soutien de l'UE est un des instruments pour faire disparaître les différences de développement entre les régions. Les ressources versées, de l'ordre de 25 % de la base du Programme de soutien financier avant la participation à l'UE, tendent à développer les ressources humaines, augmenter l'emploi, construire les infrastructures rurales et soutenir les entreprises. 41 000 personnes de 33 provinces ont été formées pour la préparation des projets. 1500 projets ont été soutenus avec un soutien de 259 millions d'euros. Des programmes d'aide de l'UE seront introduits pour le développement rural, à travers l'Organe financier avant la participation (IPA), le Plan de développement rural national et le Programme des composants de développement rural (IPARD).

524 millions d'euros pour les PME

La période 2007-2013 a une importance singulière dans le soutien du développement régional parce que les aides de l'UE pour cette période seront introduites sous le titre d'Organe de soutien à la participation. Dans ce cadre, des soutiens sont prévus dans les domaines du développement rural, de l'aide à la transition, de la coopération hors frontières, du développement régional et de l'élargissement des ressources humaines. Les soutiens sous le nom de compétitivité régionale sont attribués aux PME, qui pourront utiliser ces soutiens en particulier dans la modernisation technologique. 524 millions d'euros ont été prévus pour les projets en 2009.

* Tamer Çerçi

Le monde vit des jours difficiles et nous des moments historiques

Évidemment, je parle d'histoire économique, mais puisque cette histoire-là influence l'histoire politique, il n'est pas totalement faux de parler de jours historiques.



* Selda Atik

En ce moment, et comme à chaque période de crise, la presse du monde entier, celle des États-Unis en tête, est victime d'un chaos en ce qui concerne les articles économiques, on pourrait même dire un pourrissement.

(lire la suite page II)

Le nombre de touristes en Turquie va augmenter malgré la crise économique

Le Congrès du Conseil d'administration de la TUGEV s'est réuni sous la direction du ministre de la Culture et du Tourisme, Ertuğrul Günay, et le président du Conseil d'administration de TUGEV-ICVB. La réunion a abordé l'avenir du tourisme d'affaires.

(lire la suite page IV)

La Turquie et la crise financière mondiale

Le 6 octobre, Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie, a donné une conférence à l'Université de Genève sur la crise financière actuelle devant un auditoire qui l'écoutait attentivement pour tirer un enseignement de ses paroles.



* Doğan Bozdoğan

(lire la suite page II)

Istanbul concurrence l'Europe dans les prix des résidences



(lire la suite page IV)

La Turquie, le premier pays exportateur d'abricot sec

Avec une exportation de l'ordre de 270 millions de dollars entre le 1er août 2007 et le 30 juin 2008, la Turquie est devenue le premier pays exportateur avec une augmentation de 39 %. Les États-Unis sont les plus gros acheteurs de ce secteur, qui fait vivre 70 000 familles. Pour les abricots secs découpés, le Royaume-Uni est le premier importateur avec 4,5 millions de dollars, et la Russie est en tête pour l'achat d'abricots secs industriels. Parmi les autres

pays où l'on exporte, citons l'Allemagne, la France, les Pays-Bas.

Menaşe Gabay, présidente du Conseil d'administration de l'Union des exportateurs de fruits secs EGE, affirme qu'il n'y a pas eu d'augmentation de volume dans l'exportation d'abricots secs, mais une forte hausse de prix de vente passant de

(lire la suite page II)



Avec l'ITO, les entreprises apprennent à exporter

Les quatre premières étapes du Programme de premiers pas dans l'exportation de l'ITO, qui visait à ouvrir des marchés extérieurs aux PME, se sont terminées brillamment avec la participation de 100 entreprises.

Le programme de l'ITO a pour objectif d'assurer une concurrence internationale aux PME qui n'avaient pas l'occasion d'exporter, en leur ouvrant des marchés extérieurs.

(lire la suite page III)

La Turquie et la crise financière mondiale (Suite de la page 1)

Il n'a rien annoncé qu'on ne sache déjà. Par contre, il a terminé son long discours par une remarque très intéressante et pertinente, en disant que le résultat de la crise va dépendre de l'utilisation que l'on fera de la connaissance tirée des crises précédentes. En effet, cette crise n'est pas la première et probablement ne sera pas la dernière, du fait que le système capitaliste dans lequel tous les acteurs cherchent à maximiser leurs propres profits est très vulnérable aux crises ; et l'histoire nous montre que la politique mise en place pour gérer une crise détermine ses résultats.

Afin de minimiser le coût de la crise pour la Turquie, il faut commencer par admettre que la crise n'est pas « une possibilité » mais qu'elle est bien « une réalité » et qu'elle aura évidemment des effets sur l'économie turque, qui est considérablement intégrée dans l'économie mondiale. Ces effets ne se feront probablement pas sentir sur le secteur financier turc en premier lieu, comme c'est le cas en Europe et aux États-Unis, mais plutôt dans le secteur de l'industrie, des services et de l'agriculture. Parmi les trois, le secteur de l'industrie et le secteur

des services (sauf le secteur financier) ont enregistré un taux de croissance beaucoup plus faible que celui de la même période de l'année dernière, tandis que la tendance au rétrécissement du secteur agricole s'est considérablement aggravée pendant le deuxième trimestre de 2008. En effet, le secteur agricole se trouve dans un processus de rétrécissement depuis quelques années à cause de ses problèmes structurels, ce qui provoque une diminution de l'emploi dans ce secteur mais cette diminution de l'emploi était compensée jusqu'à maintenant par la croissance accélérée du secteur industriel et des services, notamment du bâtiment. Les faits cités ci-dessus montrent que ce n'est plus le cas ; d'ailleurs, le secteur de l'immobilier domestique est arrivé à un niveau de saturation, alors que les secteurs industriel et des services (autres que l'immobilier) souffrent d'un ralentissement de l'économie mondiale. Bref, le secteur agricole continue sa chute à toute allure et les autres secteurs ne peuvent plus compenser ses pertes. C'est pourquoi nous devons prendre sans délai les mesures nécessaires pour éviter des résultats éventuels inacceptables.

Avant d'énumérer les mesures à prendre, il faut bien noter le résultat essentiel de la crise qui est important pour la Turquie ; c'est le ralentissement de l'économie occidentale. Il faut aussi noter que ce ralentissement ne provient pas vraiment d'un manque de liquidités mais plutôt d'un manque de confiance. De plus, ce manque de confiance risque de se propager aussi en Turquie, ce qui provoque déjà une diminution de la demande domestique. Donc la question cruciale c'est de ne pas souffrir de ce manque de demande lié à un manque de confiance. Alors quelques options s'offrent à la Turquie pour se sortir de ce goulot d'étranglement. Il faut commencer par travailler à augmenter les parts de marché de l'industrie et des services dans les destinations alternatives, surtout dans les pays exportateurs de pétrole et les autres pays émergents qui ont accumulé considérablement de capital pendant ces dernières années. D'autre part, il faudrait temporairement adopter une politique monétaire expansionniste pour augmenter artificiellement la compétitivité de la production turque pendant cette période de crise, ainsi que pour maintenir la deman-

de domestique afin d'éviter une récession. Enfin, il faut réaliser les réformes fiscales nécessaires pour protéger au maximum les couches les plus pauvres de la population du fardeau de la crise. La nouvelle structure fiscale de la Turquie devrait être plus équitable, en privilégiant surtout les impôts directs au lieu des impôts indirects qui pèsent surtout sur le dos des salariés qui travaillent déjà dans des conditions assez compétitives par rapport au monde occidental.

Comme nous l'a rappelé Joseph Stiglitz, les résultats de la crise vont dépendre de la façon dont nous allons utiliser les connaissances que nous avons acquises pendant les crises précédentes. Mais il faut aussi agir très rapidement car la crise évolue et devient plus difficile à gérer.

Pour finir, il ne faut surtout pas oublier que le maintien de la confiance établie envers la Turquie depuis plus de cinq ans est crucial pour sortir de cette crise avec le minimum de dégâts. Pour cela des réformes économiques seraient très utiles, surtout dans le domaine fiscal.

* Doğan Bozdoğan
étudiant à l'IEP de Paris

Le monde vit des jours difficiles... (Suite de la page 1)

Ce dynamisme de la presse, qui apparaît souvent lors des crises et fait suite au reflet de la panique boursière dans l'opinion publique, semble donner l'impression que chacun a son mot à dire. Et même les auteurs qui étaient restés silencieux commencent à débattre tout ce qu'ils avaient en tête. Pour ne pas être l'un de ses auteurs, je ne souhaite pas écrire sur les dimensions que peut prendre cette crise ni tenter de deviner quand elle prendra fin. Ce que je souhaite faire ici, c'est essayer de comprendre les raisons de la situation actuelle des États-Unis. Il ne fait pas de doute qu'aborder le sujet du point de vue des États-Unis seulement et soustraire le reste du monde de cette situation puisse paraître irréaliste. Toutefois, étudier un marché immense qui représente le tiers de l'économie mondiale pourrait nous aider à comprendre pourquoi il influence les deux autres tiers.

Les bruits de pas de la crise de 2008, que l'on compare ces derniers temps à celle des années 30, se sont fait entendre en réalité en 2007, mais les économistes n'étaient pas parvenus à un accord sur la situation. Une confusion des notions s'était alors manifestée, ne sachant pas s'il s'agissait d'une récession, d'une stagnation ou d'une crise financière sérieuse. Au-delà des définitions, l'incapacité à penser la possibilité d'une telle situation à la fin des années 2000 après une profusion d'argent sur les marchés financiers mondiaux, les États-Unis en tête, et des taux de croissance supérieurs depuis les années 90, est quelque chose de plutôt étonnant.

Tout comme après la grande crise de 1929, le système économique capitaliste commence à s'interroger aujourd'hui aussi mais il ne faut pas oublier qu'il n'est pas le seul

responsable. Les expressions libérales du système capitaliste n'ont pas été toujours orientées vers la diffusion de la volonté de gagner de l'argent sur l'argent comme c'est le cas sur les marchés financiers actuels. Toutefois, le système a pris une nouvelle forme avec la mondialisation et l'effet des courants de marché libre répandus suite à l'influence des idées néolibérales apparues dans les années 80. Forcément, les volumes de production des économies développées, qui ont augmenté progressivement, ont donné lieu à la recherche de nouveaux marchés. Alors que les volumes commerciaux qui se sont accrus ont augmenté la quantité d'argent, il était inévitable que naissent des marchés financiers développés et des acteurs du marché.

Les fonds à haut risque ont réuni des fonds liquides en parcourant tous les marchés à haut potentiel, avant de retourner dans leur pays, causant ainsi la formation des entreprises financières qui ont changé l'ancien système bancaire. La croissance progressive de la quantité d'argent liée aux fonds, le resserrement progressif de l'économie réelle dû à l'accélération de l'écoulement d'argent vers les secteurs financiers depuis le producteur, c'est-à-dire du secteur de l'économie réelle, ainsi que le regroupement des grands fonds dans les mains et les secteurs précis ont suscité la détérioration de la distribution des revenus. Malgré cette détérioration de la distribution des revenus, les personnes à salaire fixe se sont fait prendre par l'attrait du système qui pousse à consommer davantage, et ont ainsi commencé à contracter des dettes. Ces trente dernières années, les endettements et les revenus ont changé de place. Au lieu d'impo-

ser les subventions des grandes entreprises et les propriétaires de fonds, les hommes politiques ont entrepris l'endettement de l'État et ouvert ainsi la voie à l'augmentation des dettes intérieure et extérieure. Observer le déficit des États-Unis ces dernières années peut être un indice.

Quel que soit le nom, crise du mortgage (immobilier) ou crise des liquidités, il s'agit d'une crise financière mondiale et l'influence du secteur financier mal dirigé sur l'économie réelle est inévitable. La nationalisation des banques d'investissement aux États-Unis puis en Europe ne signifie pas que le système avancera vers l'étatisme mais elle peut signifier la mise en marche des mécanismes de contrôle de la part de l'État. Il y aura donc des mesures structurelles importantes à prendre pour les États-Unis et l'Europe si la crise s'approfondit et il semble évident que les plans de sauvetage ne seront pas la solution à la crise. Les changements institutionnels et législatifs visant au contrôle des dettes des grands consommateurs et des entreprises financières sans contrôle pourront être à l'ordre du jour.

La thèse selon laquelle la crise peut être bénéfique restera de l'ordre du vœu si l'on prête attention à l'avertissement du président de la Banque centrale. Lorsqu'un bateau prend l'eau, il serait utopique de penser qu'une partie du bateau coule et que l'autre se transforme en piscine. Les crises sont en effet des occasions aussi, mais pas dans le sens où on l'entend. Les crises sont des occasions parce qu'elles fermeront les entreprises qui ne paient pas leurs dettes, effacent les mauvais crédits et ceux qui prêtent peuvent prêter à nouveau avec une nouvelle assurance. Autrement dit, les fruits pourris tombent de l'arbre. Le secrétaire au Trésor des États-Unis, Hank Paulson, qui joua au jeu du nettoyage en autorisant la suppression de Lehman Brothers du marché, fait partie des informations intéressantes de la presse américaine.

* Dr. Selda Atik, chercheur
à l'Université de Bakset

La Turquie, le premier pays exportateur d'abricot sec (Suite de la page 1)

1930 dollars la tonne à 2790. Mme Gabay a fait savoir que son objectif était de dépasser le milliard de dollars d'exportation grâce à la promotion.

Parmi les raisons de la popularité de l'abricot sec

sur les marchés intérieur et extérieur, on peut citer ses bienfaits pour la santé : l'abricot permet de diminuer les risques de syndrome du côlon irritable, l'appendicite, les hémorroïdes, les maladies cardiaques, le diabète, l'obésité, les maladies dentaires, et aide à un meilleur transit intestinal.

Aussi, les croyances populaires qui offrent à l'abricot des vertus pour la peau, les cheveux, l'insomnie et le stress permettent à ce fruit de garder sa popularité.

L'abricot occupe une place importante dans la cuisine de Malatya, capitale de l'abricot en Turquie : les médaillons de veau à la façon de Malatya, le farci aux pommes de terre et abricots, le rouleau Renaissance à l'abricot, le riz aux abricots, les profiteroles aux abricots et la tarte à l'abricot sont des spécialités délicieuses.



Le ministère des travaux publics et de l'habitat d'hier à aujourd'hui



* Faruk Nafiz Özak

La fondation du ministère des Travaux publics et de l'Habitat remonte à la période ottomane. Les missions du ministère, fondé sous le nom de Nâfia Nezareti (ministère des Travaux publics) le

8 octobre 1848, avaient été fixées par un règlement entré en vigueur l'année suivante.

Ce règlement, qui concernait aussi l'agriculture, stipulait que le ministère des Travaux publics était responsable également de la construction des bâtiments publics. Au fur et à mesure, le ministère des Travaux publics a fusionné avec le ministère du Commerce. Les investissements sont restés minimes du fait que la fondation du ministère correspondait à la période où l'Empire ottoman était économiquement affaibli.

Après le début de la Lutte nationale, le gouvernement de la TBMM fondée à Ankara a confié les travaux d'infrastructure, de construction et de réparation nécessaires au ministère des Travaux publics. Toutefois, dans cette période de problèmes économiques, celui-ci a dû se limiter aux activités de maintenance et de réparation. Dans ce processus, on a donné la priorité aux points qui présentaient un intérêt pour le soutien logistique de la Lutte nationale.

Avec la proclamation de la République a commencé un processus de redressement rapide et on a commencé à faire des pas vers les objectifs déterminés par Atatürk par l'intermédiaire des établissements industriels et commerciaux. Ce redressement s'est étendu à des domaines tels que les services de l'éducation, de la santé et de la justice.

Mener les investissements d'infrastructure tels que le développement des chemins de fer, les problèmes d'eau, les routes et les ponts ainsi que la construction des structures destinées au secteur public tels que bâtiments et établissements faisait partie des missions du ministère. Dans la période du Parti unique, le domaine du ministère des Travaux publics et de l'Habitat est resté inchangé puis, par la suite, une partie de ses services ont été transférés au ministère des Transports. Après que la Deuxième Guerre mondiale a fait obstacle aux services du ministère, le redressement a repris avec le Parti démocrate arrivé au pouvoir en 1950. La Direction générale des Voies terrestres et par la suite la Direction générale des Eaux, fondées dans cette période, ont été rattachées au ministère des Travaux publics et de l'Habitat.

Le ministère a pris de l'importance au sein des services publics à partir de 1961 et la construction de bâtiments comme écoles, hôpitaux et foyers universitaires lui a été confiée.

Parmi les tâches du ministère des Travaux publics et de l'Habitat, hormis les affaires de spécialisation, nous pouvons citer les suivantes : La construction et l'entretien des structures et des établissements publics, La construction de logements selon les principes de la politique définie par l'État, La mise en place de mesures assurant la production économique et l'utilisation conforme aux normes du matériel de construction le plus indispensable, La fixation des aides à apporter après les fléaux tels que les tremblements de terre, les incendies, les inondations, les chutes de rochers, les avalanches, etc., L'aide aux entrepreneurs qui souhaitent faire des affaires à l'étranger et la tenue des registres, La résolution des litiges pouvant survenir lors de l'élaboration et de l'approbation des plans de reconstruction intéressant plus d'une municipalité, Les priorités que notre ministère va mettre en œuvre dans la prochaine période sont les suivantes : Augmenter la qualité de vie des citoyens dans notre pays qui se développe et s'urbanise rapidement économiquement et socialement ; Assurer à chacun le droit de vivre dans un environnement sain et équilibré ; Mettre en place une gestion des risques liés aux fléaux naturels ; Construire des habitations saines à la place des structures clandestines et anarchiques et développer de nouveaux modes de finance-



ment à destination des villes qui ont besoin d'être réhabilitées et de se préparer à d'éventuelles catastrophes futures.

Notre organisme détermine une politique et une stratégie destinées à une restructuration fiable des habitations et une urbanisation contemporaine, ainsi que l'appui accordé aux administrations locales dans la gestion des fléaux naturels et des affaires de coordination.

Les pas franchis, particulièrement ces cinq dernières années, dans le but de réaliser l'adhésion à part entière à l'Union européenne – qui est l'un des objectifs prioritaires de la République de Turquie contemporaine – ont incité notre ministère et tous les organismes concernés à travailler avec la plus grande responsabilité. Les efforts de notre ministère et des organismes se trouvant en son sein et ceux des autres ministères apportent à notre pays la coordination nécessaire entre les organismes et les ministères pour en faire un pays développé et contemporain dans lequel domine la démocratie, avec toutes ses institutions et ses règles.

Par son attitude, notre ministère va poursuivre ses travaux avec résolution et détermination pour que la Turquie prenne sa place dans le monde de demain.

* Faruk Nafiz Özak, Ministre des Travaux publics et de l'Habitat.

Avec l'ITO, les entreprises apprennent à exporter (Suite de la page 1)

Ce programme a permis à 100 membres de l'ITO de devenir exportateurs. Face à la concurrence difficile des marchés intérieur et extérieur, les PME ont pu faire leurs premiers pas vers l'exportation en élargissant leur vision des marchés externes avec l'aide des conseils à l'exportation de l'ITO, en quatre mois seulement.

Résultats du programme

Les résultats ont montré le succès des entreprises : 50 entreprises ont pris contact avec des clients potentiels et ont commencé à exporter directement ou indirectement, 60 ont lancé des travaux pour améliorer la qualité de leurs produits, 36 ont diversifié leurs produits, 40 ont augmenté leur capacité de production, 60 ont participé à des foires nationales ou internationales, 60 ont développé leur site Internet, 65 ont préparé un plan d'action d'exportation en définissant des canaux de distribution et des marchés cibles, 30 entreprises ont mis en place un département d'exportation et 70 ont participé à des séminaires de formation pour renforcer les connaissances en exportation de leur personnel.

Aux quatre coins du monde

Les entreprises ont montré leur capacité à exporter vers des marchés très variés du monde, avec en tête l'Iran, la Syrie, l'Arabie saoudite, la Croatie, l'Ukraine, la Russie, les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Autriche, l'Irlande, l'Allemagne. Certaines entreprises qui ont exporté pour plus de 100 000 dollars ont eu le droit de participer gratuitement à une des foires organisées par l'ITO. L'ITO poursuivra cette année son Programme de premiers pas dans l'exportation : ce programme,

qui commencera avec 20 entreprises au mois de novembre, continuera à ouvrir de nouvelles portes d'exportation avec la participation de 40 autres entreprises en 2009.

Nous avons appris à répondre correctement à la demande (Entreprise Dipaz Makine)

Nous nous demandions pourquoi nous n'arrivions pas à accroître nos volumes d'exportation. L'expert qui nous a suivis, Şefik Ergönül, nous a montré des choses que l'on ne voyait pas : il fallait quelqu'un qui s'occupe du matin au soir de l'exportation, et seulement de cela et nous en avons pris conscience. La chose la plus importante que nous avons apprise, c'est qu'il faut répondre le plus rapidement possible à la demande, et l'autre chose est l'idée qu'il faut avoir plus d'un revendeur dans les régions ciblées par une entreprise exportatrice.

Nous avons appris à avoir confiance en nous avec ce programme (Muradim Iplik)

Nous avons pris confiance en nous grâce à ce programme, que ce soit dans l'importation ou l'exportation. Nous avons commencé à faire de l'importation et avons mis en place les procédures pour l'organisation des contrats, des factures... et nous avons surtout appris comment exporter avec qualité. Nous avons participé à une foire en Russie l'année dernière, alors que nous exportions déjà vers l'Ukraine, mais c'était une exportation peu professionnelle. Nous exportons depuis six mois mais sans nous y prendre très professionnellement. Nous avons appris les formes de paiement, de livraison et de transport et, aujourd'hui, 25 % de notre production est réservée à l'exportation.

Les parachutes dorés ne connaissent pas la crise



* Marine Deneufbourg

L'économie mondiale est atteinte d'une maladie grave, récurrence de celle qui l'a infectée il y a presque 80 ans. Il s'agit maintenant de lui administrer des piqûres de rappel, sous la forme d'injections financières dans les banques les plus touchées par la crise, afin de la résorber. Mais au-delà de l'aspect purement technique de cette crise provoquée – on le sait – par une infection toxique des actifs des banques et par la spéculation financière effrénée, ce sont des millions de citoyens qui ont peur de perdre leur argent, si ce n'est déjà fait – aux États-Unis notamment. Pendant ce temps, quelques patrons de sociétés nouvellement nationalisées se permettent de se faire octroyer de « petites » indemnités de départ. Quelques millions d'euros ou de dollars – rien que cela ! – pour se remettre de la débâcle financière et de leur cessation d'activité. Face à la polémique que ces indécents « parachutes dorés » provoquent, les gouvernements européens ont décidé d'ôter leurs œillères. Axel Miller a ainsi été sommé de renoncer à son indemnité de départ, dont le montant atteignait 3,7 millions d'euros. Désormais, l'échec ne doit plus être récompensé aveuglément, seules les contributions des dirigeants au succès de leur entreprise pourraient se voir valorisées. Pourtant, on parle encore des 5 millions d'euros que devrait toucher l'ex-patron de la banque Fortis en indemnités de départ.

Et puis il y eu ces immodérées dépenses qui ont servi soit à s'offrir un week-end à 400 000 euros pour l'ancien dirigeant de l'assureur AIG – fraîchement nationalisé – soit pour payer la note très salée d'un repas à 150 000 euros, offert par la direction de Fortis à une cinquantaine de courtiers indépendants.

Alors, l'indignation des autorités n'est-elle qu'apparente ? Tout ce qui reste à espérer, c'est que les plans de sauvetage américain et européen ne serviront pas à remplir les poches des patrons de banques... et on peut le craindre. En effet, n'est-ce pas Henry Paulson qui est à l'origine du plan de sauvetage des banques américaines et qui va décider de l'usage des 700 milliards d'euros mis en jeu ?

Et n'est-ce pas ce même Henry Paulson qui, en 2005, a reçu 38 millions de dollars d'indemnités suite à son départ de la direction générale de Goldman Sachs ? On comprend mieux pourquoi la confiance envers le plan du secrétaire américain au Trésor peine à grimper. Ou peut-être est-ce parce que l'ancien directeur de la Washington Mutual vient d'être remercié avec 13,65 millions de dollars de prime de départ pour les 18 jours qu'il a passés à la tête de cette caisse d'épargne.

Pour un monde meilleur, guéri et protégé de toutes les « maladies » qui le menacent, les politiques doivent apprendre à se servir des richesses mondiales qui, aujourd'hui, font le bonheur des uns, mais pas des autres...

* Marine Deneufbourg

Le nombre de touristes en Turquie va augmenter malgré la crise économique (Suite de la page 1)

« Le nombre de touristes augmentera malgré la crise économique » a déclaré le ministre Günay.

La Fondation de développement et de formation dans le tourisme (TUGEV) figure parmi les institutions de la société civile les plus grandes et les plus influentes dans son secteur. La Fondation s'emploie à développer le tourisme, la formation dans le tourisme et le tourisme d'affaires.

Selon le ministre Günay qui participa à la réunion, « la Turquie attire plus de touristes que les autres pays méditerranéens. Nos concurrents dans le tourisme sont les pays ambitieux du nord de la Méditerranée. Je pense que tous les éléments du secteur devraient travailler en collaboration. La Turquie est à un bon niveau, je dirais même que le nombre de touristes augmentera malgré les difficultés économiques actuelles. »

Ertuğrul Günay a ensuite déclaré que la Turquie accueille aujourd'hui 25 millions de visiteurs et que l'on parle de recettes de l'ordre de 20 milliards de dollars. « Tout en réalisant ces chiffres, nous nous battons contre le terrorisme. Un pays qui lutte contre le terrorisme a réussi cela », dit-il avant de poursuivre : « Si les séjours culturels pouvaient s'étendre aux quatre coins de l'Anatolie, partir d'Istanbul

et arriver aux plateaux de Hakkari, d'Izmir aux plateaux de Kars, toute la Turquie aurait profité des bienfaits du tourisme. Le nombre de visiteurs et les recettes auraient été supérieurs ».

Le ministre de la Culture a souligné le besoin de nouveaux lieux culturels, de centres de congrès et d'hôtels, ainsi que les efforts à déployer : « Il suffit juste qu'il y ait la paix dans notre pays, qu'il y ait la démocratie dans notre pays et dans le monde. Qu'il y ait une continuité déterminée dans notre économie, notre démocratie, allant dans le sens de la volonté de la Nation. Je le dis en observant les 25 dernières années : la Turquie va prendre à l'avenir de grandes distances et deviendra un pays encore plus important dans le monde. Tous les efforts entrepris allaient dans ce sens et nous continuerons ainsi. »

Lors du dîner qui a suivi la réunion, des certificats ont été attribués à Ertuğrul Günay et

Murat Yalçıntaş ainsi qu'aux anciens présidents du Conseil d'administration de la Fondation. Les certificats ont été présentés comme des documents pour la plantation de

100 arbres chacun dans le cadre du projet « Réhabilitation des lieux incendiés et forêts résistant aux incendies », dans les provinces de Serik et Manavgat à Antalya. Le secrétaire général d'ITO, le Dr Cengiz Ersun, a participé au dîner, ainsi que les présidents des associations membres de la TUGEV.

Istanbul figure parmi les 20 premières villes du tourisme d'affaires dans le monde

Lors de son discours, le président de l'ITO et de TUGEV-ICVB, le Dr Murat Yalçıntaş, rappela que la TUGEV fut le plus grand soutien et la plus grande force mobilisatrice dans le développement du tourisme qui débuta au milieu des années 1980, et que la Fondation a maintenant une place importante dans le tourisme turc. Grâce à de grandes avancées, Istanbul figure parmi les 20 premières villes du



tourisme d'affaires dans le monde : « Nous avons de plus en plus de demandes pour Istanbul. Nous observons avec grande satisfaction les nouveaux centres de congrès et les investissements hôteliers qui permettront de répondre à cette demande », a-t-il déclaré.

Murat Yalçıntaş souligna également que le monde aura les yeux rivés sur nous au cours des événements comme le Forum mondial de l'eau ou la réunion annuelle du FMI, qu'Istanbul était candidate pour accueillir le Congrès du SIDA en 2012 qui regroupera 20 000 personnes, et qu'ils avaient commencé à travailler avec la Fédération turque du Jeu d'échecs pour que les « jeux Olympiques des échecs » aient lieu à Istanbul.

« En tant que ICVB, nous sommes conscients que notre travail et nos responsabilités augmenteront envers notre ville et le secteur du tourisme. Notre objectif est de faire d'Istanbul l'une des cinq premières villes du tourisme d'affaires » dit-il avant de souhaiter bonne chance aux membres du nouveau Conseil d'administration.

* Soyhan Alpaslan



Istanbul concurrence l'Europe dans les prix des résidences (Suite de la page 1)

Avec l'augmentation de la construction de logements de luxe, Istanbul concurrence certaines villes les plus chères d'Europe, comme Madrid et Paris. La construction des résidences qui prennent la forme d'immenses tours touche à sa fin, et Istanbul défie de nombreuses villes européennes, pas seulement pour la qualité, mais également pour les prix.

Selon les études du Guide Global Property, il est possible d'acheter des logements à Istanbul entre 60 et 250 m² à des prix allant de 40 000 à 410 000 euros. Les prix moyens à Berlin et Francfort se situent entre 60 000 et 720 000 euros, et entre 370 000 et 2,5 millions d'euros à Madrid.

Istanbul concurrence Madrid et Paris

Les investissements dans des logements de luxe ont permis à la ville d'Istanbul de concurrencer des villes chères d'Europe, comme Madrid et Paris. Par exemple, les prix au m² du projet Sapphire à Maslak varient entre 6 000 et 11 000 dollars. Le projet propose des appartements qui commencent à 120 m² et peuvent atteindre jusqu'à 1100 m². Le projet Kanyon à Levent propose des prix allant de 158 000 euros à 1 260 000 euros. À Madrid, les prix varient entre 374 000 et 2,5 millions d'euros et entre 281 000 et 2,6 millions d'euros pour Paris. Alors que New York est la ville la plus chère au monde avec des prix à Manhattan allant de 780 000 dollars à 14 millions de dollars, Londres suit avec des prix variant entre 270 000 euros et 5,5 millions d'euros. La liste se poursuit avec Tokyo, Paris, Madrid et Barcelone.

Les résidences de luxe ont augmenté à Istanbul

Umut Yılmaz, le directeur de la TADEM, a attiré l'attention sur l'augmentation de la construction de logements de luxe en parallèle au processus d'accroissement des logements ces deux dernières années à Istanbul. Yılmaz a rappelé qu'ils se sont orientés vers des projets de ce genre dont les logements

sont lucratifs, y compris en deuxième main, et qui autorisent des crédits aux intérêts stables à long terme. Il déclara aussi que l'Administration générale au logement, ayant pour fonction de répondre à la demande de logement des citoyens, a choisi d'être dans ses projets : « Les projets «mixed used» qui réunissent les fonctions de logement, de bureau et de centre commercial dans la métropole d'Istanbul, au grand taux de profits et aux risques mineurs, sont très demandés.

Les partenariats d'investissement dans l'immobilier et les entreprises de développement dans l'immobilier réalisent de tels investissements et reçoivent des soutiens nécessaires de la part de canaux liés à l'administration centrale et locale » a-t-il dit.

Umut Yılmaz fit savoir sa conviction au sujet d'un nouvel accroissement des investissements et des profits de l'immobilier à moyen et long termes à Istanbul. « Lorsque l'on compare les demandes d'investissement étrangers, surtout du Proche-Orient et d'Europe, et la demande nationale, il y a un réel vide dans l'offre. C'est pourquoi la construction de logements et les investissements nationaux et internationaux se poursuivront à moyen et long termes » a-t-il déclaré.

Les projets de qualité d'Istanbul

Les prix des logements de luxe de qualité à Istanbul, qui concurrencent ceux d'Europe, varient entre 3 000 et 11 000 dollars le m². Certains appartements affichent un prix qui dépasse les 4 millions d'euros. À Levent, Kanyon, qui est en construction, est un projet immobilier réalisé par Is GYO dans un des quartiers les plus importants d'Istanbul, et qui réunit différentes utilisations. Les 179 appartements, qui sont de

21 types différents, sont évalués entre 250 000 dollars et 2 millions de dollars. Un des projets de logements les plus populaires est Mashattan, qui est situé à Maslak, et entrepris par Taşyapı. Il prévoit 10 blocs de 33 étages, avec



de la verdure et un lac, sur 14 hectares. Les prix varient entre 390 000 et 1,3 million de dollars. Il y a aussi le projet Selenium Twins à Fulya, avec deux tours de 30 étages comprenant des magasins, des parkings, un hôpital... La même entreprise, Aşçıoğlu İnşaat, prévoit aussi Selenium Panorama à Esentepe, où les prix pourront atteindre 3,3 millions d'euros.

Istanbul Sapphire, entrepris par Biskon Yapı à 4.Levent, sera haute de 261 mètres. Sapphire, qui a nécessité un investissement de 200 millions de dollars, sera haute de

64 étages, et prête en 2009. Les prix au m² commencent à 6 000 dollars et vont jusqu'à 11 000 dollars. Il y aura 174 résidences, ainsi qu'un terrain de golf. Ainsi, Iş Kuleleri, haut de 181,2 mètres, se verra retirer son titre de bâtiment le plus haut de Turquie.

De nouvelles résidences en projet

La mode des résidences ne s'arrête pas à la ligne Levent-Maslak, mais elle a pris tout Istanbul. Ainsi, les chantiers ont gagné aussi Sahrayıcedit et Halkalı. GMO Yapı met en place un projet de résidence appelé Towerfly. Arkon İnşaat prévoit, quant à lui, le projet Arkon Park Residence avec deux tours à Halkalı de 155 et 138 mètres de hauteur. Le prix au m² va de 2 000 à 3 000 dollars. Le nombre de résidences en construction est de 2 358 à Istanbul. Regnum prévoit un projet à Kadıköy Koşuyolu, comprenant au minimum 30 étages, où l'on trouvera des 1+1 et des 2+1. Les prix sont évalués à environ 3500 euros.

Ataşehir très prisé

Aux quatre coins de la ville, des projets de résidence sont lancés. Lorsque l'on regarde de près les nouveaux projets, les entreprises choisissent davantage Ataşehir. Les spécialistes pensent que l'endroit le plus demandé et le plus concurrentiel en terme de résidence à l'avenir sera Maslak. Désormais, les résidences ne sont plus réservées seulement aux célibataires et aux couples sans enfants, mais visent aussi les familles avec enfant, avec des prix allant de 72 000 dollars à 2,5 millions de dollars.

* Selma Ş. Ad